

## SOMMAIRE

### Page 1

Les 200 M€ d'Emmanuèle.

Positif : l'avis de l'AFB.

### Page 2

La région qui utilise le gaz.

L'heure de vérité de CMB.

### Page 3

Le marqueur d'Orne-Métropole.

En têtes.

### Page 4

Normandie Participations.

Les investissements.

## Bientôt l'avis positif de l'AFB ?

Enfin ! Après plusieurs reports (et un fort lobbying des partisans du projet), l'Agence Française pour la Biodiversité va donc rendre son avis sur le parc éolien du Tréport, ce mardi 20 février.

- Tout laisse à penser qu'il sera positif. L'État souhaite la construction du parc et ses représentants au conseil d'administration de l'AFB (1/3 des membres) voteront favorablement afin de conforter la structuration de la filière industrielle française de l'éolien en mer. Ils devraient être suivis par une majorité du conseil.

- Ce scénario provoque déjà l'amertume de Dominique Godefroy, président du parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale, opposant au projet. Il devrait annoncer sa prochaine démission ; la réunion d'explication qu'il a eue, le 1<sup>er</sup> février dernier, avec le consortium Engie/EDPR/CDC n'a pas réussi à le rassurer.

*Si le vote est positif, une étape importante sera franchie sur le chemin de la décision finale ; les travaux pourraient commencer en 2019 pour une mise en service en 2021/2022. Attention, les oppositions restent nombreuses au Tréport et dans les Hauts de France ; Notre Dame des Landes est dans toutes les têtes.*

## Les 200 M€ d'Emmanuèle

### • Beaucoup plus que les Départements.

En Normandie, quand on parle de SNCF Réseau, on parle bien sûr des grands projets comme la LNPN.

- Mais on sous-estime trop souvent l'action continue d'entretien et de modernisation du réseau, si importante pour les mobilités du quotidien, qui s'exprime par des dizaines de chantiers répartis dans les 5 départements.
- À Rouen, cette action est pilotée par Emmanuèle Saura, la "patronne" de la direction territoriale de SNCF Réseau qui rassemble 1 500 professionnels pour la maintenance et les travaux, la circulation des trains, l'ingénierie et la conduite des projets, l'accès aux réseaux.

*Commentaire : en 2018, 200 M€ vont être investis en Normandie pour réaliser 30 grands chantiers. 200 M€, c'est considérable, c'est beaucoup plus que le budget d'investissement de chacun des 5 départements normands ; disons-le, SNCF Réseau est l'un des grands investisseurs de la région.*

### • Et ce n'est pas une nouveauté...

Comme le rappelle Emmanuèle Saura, "le programme 2018 s'inscrit dans la continuité du travail de modernisation engagé par les équipes depuis plusieurs années". Plus de 190 M€ ont été investis sur la ligne Paris-Granville depuis 2013, plus de 275 M€ sur Paris-Caen-Cherbourg depuis 2010, plus de 300 M€ sur Paris-Rouen-Le Havre depuis 2010.

- Les Normands, qui ne perçoivent pas l'ampleur de cette action, dénoncent régulièrement les retards provoqués par les chantiers sur la circulation de leurs trains. C'est l'un des grands paradoxes de SNCF Réseau : pour améliorer, il faut "perturber" et le temps des travaux n'est pas celui des usagers.
- Emmanuèle Saura se veut rassurante : "ces travaux nous permettront de renforcer la robustesse de l'exploitation et d'offrir un réseau fiable et performant à nos clients qu'il s'agisse des entreprises ferroviaires pour la mobilité des voyageurs ou de celles transportant des marchandises..."

*Commentaire : en Normandie, la tâche est immense ; il s'agit de rattraper des décennies de sous-investissements ; les équipes de SNCF Réseau sont engagées dans une course de fond dont l'horizon est nécessairement lointain ; face à l'impatience légitime des citoyens, elles doivent recevoir l'appui des autorités politiques et administratives régionales.*

### • Tous les axes sont concernés.

Quelques exemples de travaux 2018 :

- Sur Paris-Rouen-Le Havre, un train-usine interviendra durant l'été pour renouveler la voie entre Gaillon et Pont-de-l'Arche : 45 M€.
- Sur Paris-Caen-Cherbourg, des équipements GSM-Rail vont être déployés pour permettre une meilleure communication entre trains et centres de commande et favoriser ainsi une gestion plus rapide des incidents : 34,4 M€.

## Le contrat de Granville

Le contrat de territoire 2017-2021 de la communauté de communes de Granville Terre et Mer (GTM - Pdt. Jean-Marie Sévin) vient d'être signé.

- Il prévoit la réalisation de 17 projets pour 16,45 M€ d'investissements, financés à hauteur de 3,5 M€ par la Région et de 2,3 M€ pour le Département.
- Le développement des activités nautiques est la grande affaire de ce contrat. Grâce à la réhabilitation des bases nautiques de Granville, Jullouville et Bréville, GTM veut devenir l'un des grands territoires français dans ce domaine. Plus de 6,3 M€ sont consacrés à ces actions ; c'est là que la Région produit son effort le plus important avec 2,2 M€ de subventions.
- Le reste est plus classique et concerne la vie quotidienne des habitants comme, par exemple, la réhabilitation d'un foyer de jeunes travailleurs ou la construction d'un pôle petite enfance.

*Mon commentaire : curieusement, l'amélioration de l'accueil des PME-TPE et le développement du numérique et de la téléphonie n'apparaissent pas dans ce contrat. Ils figurent pourtant parmi les priorités de Granville, la ville-centre gouvernée par Dominique Baudry, laquelle ne veut pas tout miser sur le tourisme et veut dynamiser le tissu des entreprises locales.*

## Le centre de gravité du Cotentin

Naturellement, Cherbourg s'affirme de plus en plus comme le centre de gravité de la communauté d'agglomération du Cotentin.

- Un an après sa création, la communauté est en train d'acquiescer des locaux au centre d'affaires de l'Atlantique de Cherbourg afin d'y installer son siège.
- Parallèlement, une direction des ressources humaines commune à la Ville et à l'EPCI va être mise en place.
- Rappelons aussi que Philippe Menu, le DGS de Cherbourg est aussi le DGS de l'agglomération.

*Commentaire : à ceux qui s'inquiètent de cette proximité trop grande, le président Jean-Louis Valentin répond que le siège politique de l'agglomération est toujours à Valognes...*

- Sur Caen-Rennes, les travaux de modernisation touchent à leur fin avec la mise en voie unique de la section Avranches-Dol de Bretagne : 18,4 M€.
- Sur Paris-Granville, le programme de régénération va se poursuivre avec le renouvellement de 8 000 traverses entre Flers et Argentan : 11 M€

Le fret n'est pas oublié...

- Les travaux d'électrification de la ligne Serqueux-Gisors et la mise en place d'un raccordement à Serqueux ont démarré et permettront aux trains venant du port du Havre de rejoindre plus aisément les plates-formes logistiques de l'hinterland.
- Plus près de Rouen, la régénération de la ligne Etrepagny- Pont-de-l'Arche, qui relie l'entreprise Saint-Louis Sucre au port permettra de poursuivre voire de développer les trafics : 2,4 M€.

*Commentaire : la liste est longue, on pourrait la compléter par la création d'une base logistique à Sotteville, par la mise en accessibilité PMR des gares de Lisieux ou de Bayeux ou, plus simplement par le remplacement de caténaires ou de rails usés. Pour la fiabilité, il n'y a pas de petits chantiers.*

## • Une action très politique.

La direction territoriale est bien davantage qu'une interface technique entre SNCF Réseau et ses partenaires locaux. C'est aussi une interface "politique" qui participe à la réussite des politiques "mobilité" de l'État, de la Région et des intercommunalités tant pour améliorer la vie quotidienne des habitants que pour préparer l'avenir de la région à 15 ou 20 ans.

- Résultat, beaucoup de ces chantiers sont cofinancés par l'État et la Région et résultent de négociations entre les partenaires.

*Mon commentaire : on peut ici saluer l'intelligence politique de la "centralienne" Emmanuèle Saura qui, depuis son arrivée à Rouen, en janvier 2016, a su se mettre à l'écoute des responsables régionaux pour "dessiner" avec eux les "bons chemins". Elle est appréciée de Fabienne Buccio et d'Hervé Morin qui soulignent son efficacité et sa bonne compréhension des attentes la région. Rappelons aussi qu'elle fut cheffe de la mission LNPN avant d'arriver à Rouen.*

## GRTgaz en Normandie.

### La région qui utilise le gaz sans en parler beaucoup...

Il y a 6 mois, Frédéric Moulin a été nommé délégué territorial "Val de Seine" de GRTgaz. C'est un poste important puisque GRTgaz gère le réseau des

### Et pendant ce temps-là...

#### • L'heure de vérité de Coutances Mer et Bocage.

Un an après sa création, Coutances Mer et Bocage (CMB) qui regroupe 64 communes et près de 48 000 habitants du centre-ouest de la Manche, n'est pas en grande forme.

- Ce lundi 19 février, ses 93 élus, présidés par Jacky Bidot, vont devoir voter leur budget 2018. Mais l'exercice est difficile ; il manque 1 M€ pour le boucler, une situation qui fragilise "l'esprit de communauté". À l'origine des difficultés, le coût des 14 compétences de la nouvelle intercommunalité qui n'a pas été compensé par des recettes suffisantes transférées par les communes. Il faut dire que le mode de calcul des contributions communales n'a pas été fixé sur le nombre d'habitants, mais sur une moyenne des dépenses de fonctionnement de chacune d'elles, calculée au cours des trois dernières années". Il en résulte de grandes disparités.

- Au début du mois, Jacky Bidot a réuni ses élus en états généraux pour trouver la solution : révision du mode de calcul, augmentation d'impôts, réduction des dépenses ? On saura aujourd'hui s'il a trouvé la bonne martingale.

Derrière ce problème, c'est la question du projet commun qui est posée ; CMB est née d'un mariage forcé provoqué par la loi NOTRe ; pour mesurer la réalité de l'esprit de communauté, le vote du budget est l'heure de vérité.

## Les 732 M€ du Calvados

Le budget primitif 2018 du Département du Calvados s'élève à 732 M€.

- Le président Jean-Léonce Dupont maintient un bon niveau d'investissement : près de 110 M€

*À noter : la couverture intégrale et rapide du territoire en fibre optique figure parmi les grands projets de la collectivité. Rendez-vous dans 4 ou 5 ans !*

## La fragilisation de Deauville.

La Région ayant décidé de ne plus financer la compagnie low cost, Ryanair ne desservira plus Deauville.

- C'est une mauvaise nouvelle pour la plate-forme normande qui affichait de bons résultats sur Londres : en 2017, Ryanair a transporté près de 18 000 passagers en 2017 vers la capitale anglaise.

- Maire de Deauville, Philippe Augier conteste la décision de la Région : "elle affaiblit l'attractivité de notre territoire.

*À savoir : le départ de Ryanair fragilise Deauville. Il intervient alors qu'Hervé Morin annoncera cette année la réorganisation complète de la gouvernance des plates-formes normandes avec la création probable d'une autorité aéroportuaire unique. Rappelons que Caen-Carpique est en pleine forme.*

## Gilles Morvan.

Est le nouveau directeur général des services du Département de l'Orne. Il remplace René Cornec, appelé à d'autres fonctions au Ministère de la Transition écologique et solidaire.

*Rappel : Gilles Morvan était jusqu'à présent DGA du pôle aménagement environnement du Département depuis 2014.*

## Danièle Polvé-Montmasson

Ex-préfète de la Manche (2013-2015), Danièle Polvé-Montmasson vient d'être nommée membre du Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation... qui évalue les préfets.

*Rappel : alors que Bernard Cazeneuve était ministre de l'Intérieur, elle avait proposé la recombinaison "radicale" des intercommunalités dans le département de la Manche avec, en particulier, la création de la grande communauté d'agglomération du Cotentin.*

gazoducs de Normandie (2 164 km de "tube" à forte capacité) qui alimentent "en direct" les 70 gros clients industriels de la région, mais aussi GRDF - via 190 postes de distribution publique - qui redistribue l'énergie aux familles, aux PME et aux collectivités.

- Comme son prédécesseur, Aymeric Cotrel, Frédéric Moulin est confronté au même paradoxe : d'un côté, "le gaz est l'énergie de l'industrie normande", de l'autre, il n'est pas la priorité des responsables régionaux qui préfèrent l'électricité tout en s'intéressant un peu à l'hydrogène. On l'a encore vu récemment à Flamanville où Sébastien Lecornu est venu saluer le savoir-faire nucléaire d'EDF ; à Caen où Hervé Morin a posé la candidature de la région pour l'accueil d'un nouvel EPR ; oui, la Normandie est de plus en plus "électrophile", y compris quand elle se mobilise pour ses trois futurs parcs éoliens en mer.

- Les chiffres présentés par Frédéric Moulin sont pourtant impressionnants. Avec 44,6 TWh en 2017, la Normandie est l'une des grandes régions consommatrices de France ; son "club des 70 industriels" (surtout les raffineurs et les chimistes) joue ici un rôle stratégique puisque leur seule consommation (28 TWh) équivaut à la totalité de la consommation électrique de la région. La conclusion est évidente : à 10 ou 15 ans, le futur industriel de la Normandie dépend beaucoup du gaz.

- Mais rien n'y fait : aux yeux des responsables politiques et institutionnels, le gaz (comme le pétrole) est une énergie carbonée du passé : difficile d'en faire état quand on parle d'avenir.

- Bien sûr, cette analyse mérite d'être nuancée. C'est ce que fait le délégué territorial quand il annonce, cette année, le raccordement du premier site de biométhane de Normandie ; il est situé à Etraville (27) et produira 31 millions de kWh de gaz renouvelable en 2018 ; c'est l'annonce d'une vague plus importante puisque 26 projets sont aujourd'hui à l'étude. C'est bon pour l'agriculture, c'est bon pour l'environnement ; GRTgaz pense qu'on peut porter à 30% la part du gaz renouvelable dans la consommation à l'horizon 2030 ; en Normandie, c'est le département de l'Eure, celui de Sébastien Lecornu qui s'y intéresse le plus.

*Mon commentaire n°1 : aujourd'hui, l'une des priorités de Frédéric Moulin est sans doute de créer "davantage de culture commune" sur l'énergie gaz afin de faciliter son appropriation par les responsables régionaux qui "pensent la Normandie à 10 ou 15 ans". La contribution de GRTgaz au SRADDET de Normandie est une première étape. Beaucoup d'autres restent à franchir. Par*

## Et pendant ce temps-là...

### • Orne Métropole : le marqueur politique.

Depuis qu'elle a été rebaptisée "Orne Métropole", il y a un an, Ingénierie 61 n'est plus seulement l'agence technique départementale au service des collectivités, elle est aussi un "marqueur politique" qui réaffirme l'existence de l'Orne dans la grande Normandie.

- Depuis l'adhésion, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, de la Communauté urbaine d'Alençon, ce marqueur est désormais celui de la quasi-totalité des communes et EPCI du département, soit 247 00 habitants sur 289 000. Orne-Métropole est un établissement public administratif, présidé par Christophe de Balorre, Gilles Morvan est son directeur par intérim.

L'établissement fonctionne avec deux divisions :

- Une division "ingénierie" aux collectivités dont les prestations s'élargissent avec la création d'une centrale d'achat.  
- Une division "R&D" pour préparer l'avenir en traitant de sujets "sensibles" comme le numérique ou la santé.

C'est Alain Lambert qui porte le débat politique puisque qu'Orne Métropole lui permet de défendre l'idée que les départements ruraux peuvent devenir des départements-métropoles qui aurait accès aux mêmes financements que les métropoles urbaines. Il faut une loi pour cela, il se bat pour l'obtenir.

## Jean-Léonce Dupont

Le président du Département du Calvados s'inquiète du déséquilibre qui menace la Normandie réunifiée : "Si ce n'est que l'axe Seine, dit-il en substance, ça ne marchera pas".

- De plus en plus d'élus du Calvados partagent cette inquiétude et redoutent "une fusion/acquisition de l'ex-Basse-Normandie par la Haute".

Tous se méfient du poids "séquanien" d'Édouard Philippe, de Sébastien Lecornu et de Frédéric Sanchez... qui entraîne progressivement Hervé Morin.

## Sandrine Chinzi

Qui fut directrice territoriale de RFF en Normandie (aujourd'hui SNCF Réseau) a été nommée en Conseil des ministres (sur proposition de Nicolas Hulot) directrice des infrastructures de transport à la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGTIM). C'est l'une des directions les plus puissantes du Ministère.

## Daniel Dufeu

Est le nouveau président de la CCI Ouest-Normandie. Il succède à Marc Aguirregabiria, décédé brutalement en décembre dernier.



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

exemple, qui connaît les possibilités du "power to gas" pour stocker l'électricité d'origine renouvelable ? C'est pourtant une solution d'avenir. Cette mission d'information/sensibilisation doit sûrement être menée avec GDRF pour éviter les confusions ; EDF est un bon exemple à suivre, son lobbying est d'une grande efficacité.

*Mon commentaire n°2 : Frédéric Moulin s'intéresse beaucoup au projet H2V Product qui prévoit la construction d'une usine de production d'hydrogène à Port-Jérôme. Pour deux raisons : parce qu'il faudra alimenter l'usine en gaz (ça, c'est classique), mais aussi parce que Lucien Mallet, le porteur de projet, envisage d'injecter une partie de l'hydrogène produit dans le réseau GRTgaz (ça, c'est techniquement et réglementairement beaucoup plus compliqué). Aujourd'hui, il veut savoir comment le projet sera financé, quel sera le modèle économique : "on ne connaît pas encore le prix de vente de l'hydrogène produit". À suivre...*

### Haut de bilan.

## Normandie Participations entre chez Lampe Berger (27).

Créé par la Région en 2016, le fonds régional d'investissement "Normandie Participations" vient d'entrer au capital de Lampe Berger afin d'accompagner la stratégie de croissance d'Argos Soditic, le nouvel actionnaire majoritaire de l'entreprise, et de ses managers

- Créée il y a plus de 120 ans, Lampe Berger est l'une des PME normandes les plus connues dans le monde : ses lampes et parfums incarnent depuis longtemps le "made in France".

- La stratégie des nouveaux dirigeants vise à renforcer la R&D, à étendre la gamme de produits, à innover en matière de design, à renforcer le réseau de distribution à l'international, en Allemagne et aux États-Unis notamment. Objectif : transformer la PME en ETI.

- "Nous sommes ravis de participer à l'aventure, explique François Guisset, directeur de Normandie Participations, nous démontrons ainsi notre capacité à intervenir à tous les stades de développement des entreprises..."

*À noter : Normandie Participations dispose de 100 M€ ; il co-investit avec des acteurs privés dans les champs de l'amorçage, de l'innovation, du développement, de la transmission et du rebond industriel. En 2017, il a financé 17 entreprises normandes pour un total de 15M€ et a tissé des liens étroits avec l'écosystème financier régional, les filiales des grandes banques, mais aussi avec des fonds nationaux ou internationaux.*

### Et pendant ce temps-là...

#### • Chéreau (50) prépare les semi-remorques de demain.

A Avranches, le fabricant de caisses frigorifiques pour poids lourds Chéreau, associé aux entreprises Carrier, Tronico, FC Lab et Malherbe lance le projet ROAD. Il s'agit de concevoir une nouvelle génération de semi-remorques frigorifiques à hydrogène, capable d'assurer la chaîne du froid avec des technologies plus performantes et moins polluantes. Un prototype est envisagé pour mars 2019.

Par ailleurs, l'entreprise Chéreau, qui doit répondre à une forte demande, annonce la création de 85 postes supplémentaires.

#### • La rénovation du Creps d'Houlgate (14)

La Région Normandie envisage d'importants travaux de rénovation de l'ancien Creps d'Houlgate (14) pour en faire une base arrière des Jeux olympiques 2024 et éventuellement y installer un hôtel destiné à héberger les saisonniers du tourisme d'été. Le montant des travaux serait compris entre 15 et 20 M€.

#### • Safran Nacelles (76)

Safran Nacelles (Gonfreville-l'Orcher 76) vient de signer un contrat de long terme avec Egyptair et un autre avec Kuwait Airways pour la maintenance des inverseurs de poussée de la flotte Airbus.